



Paris, le 11 mars 2024

COMMUNIQUÉ DE PRESSE / COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Contribution de l'AMF en réponse à la crise du logement

La crise du logement s'est installée durablement dans la vie des Français et elle n'a pas encore produit tous ses effets. Les maires ont été les premiers à alerter l'Exécutif et l'opinion. En 2018, l'AMF annonçait la crise à venir. Elle est devenue une réalité avec un effondrement de la construction et plus largement de la mise sur le marché des biens en résidence principale.

La « bombe sociale », expression reprise par l'ancien ministre du Logement Olivier Klein lui-même, va s'aggraver et les études chiffrées récentes (de l'USH, de la Fondation Abbé Pierre, de la FFB, de la Caisse des dépôts) confirment que les perspectives de production de logements sont dans le rouge, avec toutes les conséquences sur l'emploi et l'activité économique du secteur.

Indépendamment de facteurs conjoncturels bien identifiés comme la hausse des taux d'intérêt et du coût des matériaux de construction, l'offre est déjà aujourd'hui très insuffisante pour répondre aux besoins en logements. Chaque jour, la capacité à rattraper ce retard s'amenuise avec une conséquence immédiate : les parcours résidentiels locatifs et d'accession à la propriété sont au point mort, sur l'ensemble du territoire.

Face à cette situation, l'AMF a souhaité tirer le bilan et les enseignements de l'échec de la politique du logement menée ces dernières années. Elle publie à cette fin une contribution, adoptée à l'unanimité de son bureau, dans laquelle elle présente 25 pistes d'action pour relancer durablement une politique nationale de production de logement ambitieuse et cohérente.

Ces 25 propositions sont déclinées selon trois axes visant à permettre une mise en œuvre plus efficace de cette politique : redonner du pouvoir d'agir aux maires, libérer le foncier existant, notamment dans le contexte du ZAN et réorienter l'Etat vers un modèle économique de production de logement soutenable. Il s'agit de stopper l'aggravation de la pénurie de l'offre, de réhabiliter l'acte de construire et de renoncer à l'éviction brutale de 5 millions de logements du parc locatif.

Par cette contribution, l'AMF se veut force de propositions et d'actions. Elle appelle le Gouvernement et le Parlement à redonner à tous les Français le choix de leurs parcours résidentiels et à répondre à leur aspiration à devenir propriétaires.

[Téléchargez la contribution de l'AMF - « La crise de la politique du logement – Analyse de la situation et propositions de l'AMF pour en sortir »](#)